



Commune de PETIT CAUX

Date de dépôt : 14/12/2021

Demandeur : M. et Mme ROULAND Martial et Laurence

Pour : Extension d'une maison d'habitation

Adresse du terrain : 2 RUE DU RELAIS - DERCHIGNY - 76370 PETIT CAUX

ARRÊTÉ N°20220127 - 49 - 133
Accordant un Permis de construire
au nom de la commune de PETIT CAUX

Le maire de PETIT CAUX,

Vu la demande de permis de construire pour une maison individuelle et/ou ses annexes présentée le 14/12/2021 par M. et Mme ROULAND Martial et Laurence, demeurant 2 Rue du Relais - DERCHIGNY- 76370 PETIT CAUX ;

Vu l'objet de la demande :

- Pour l'extension d'une maison d'habitation ;
- Sur un terrain situé au 2 RUE DU RELAIS - DERCHIGNY - 76370 PETIT CAUX ;
- Pour une surface de plancher créée de 21,30 m² ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.2122-18, qui confère au Maire la possibilité de déléguer, sans toutefois se priver des pouvoirs en la matière, une partie de ses fonctions à un ou plusieurs de ses adjoints et à des membres du Conseil Municipal ;

Vu l'arrêté de délégation de signature à Monsieur MENIVAL, Conseiller Municipal délégué N°03082021 - 28 - 1008 du 3 août 2021, transmis au contrôle de légalité le 04/08/2021 ;

Vu l'affichage en mairie de l'avis de dépôt de la demande en date du 20/12/2021 ;

Vu les pièces versées au dossier ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu la Carte Communale approuvée en date du 25/11/2004 ;

Considérant que le projet se situe en Secteur Urbanisé ;

Vu l'avis technique et ses prescriptions du Syndicat du Bassin Versant de l'Arques en date du 20/01/2022 ;

ARRÊTE

Article 1

Le permis de construire est ACCORDÉ sous réserve de respecter les prescriptions mentionnées à l'article 2.

Article 2

Le système d'épandage par une tranchée d'infiltration devra au minimum avoir les dimensions suivantes : 6 ml x 80 cm de large et 50 cm de profondeur.

Fait à PETIT CAUX, le 27/01/2022

Le Maire, Patrice PHILIPPE

Pour le Maire et par délégation

Le Conseiller Municipal délégué, Michel MÉNIVAL



Nota Bene: L'avis du Syndicat du Bassin Versant de l'Arques est joint à la présente décision pour information.

La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L.2131- 2 du code général des collectivités territoriales.

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'État. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Durée de validité du permis :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 3 ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable. Il en va de même, en cas de recours contre une décision prévue par une législation connexe donnant lieu à une réalisation différée des travaux dans l'attente de son obtention.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être deux fois prorogée pour une année si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la

mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.